

Avec Rama Yade, secrétaire d'État chargée des affaires étrangères et des droits de l'homme « Je veux expliquer la politique des droits de l'homme aux Français »

■ Cet après-midi à Orléans, la secrétaire d'État aux affaires étrangères et aux droits de l'homme rencontre des associations de Orléans et fait une rencontre citoyenne.

Que venez-vous faire à Orléans jeudi ?

J'entame un tour de France des droits de l'homme. Je veux aller régulièrement à la rencontre des Français pour leur expliquer notre politique étrangère, faire de la pédagogie, saisir la complexité des enjeux. C'est d'autant plus indispensable qu'on est à la veille de la présidence française de l'Union européenne au cours de laquelle je vais porter des sujets importants, notamment les violences faites aux femmes. Et la PFUE ne doit pas être confisquée par les experts. Les Français doivent se l'approprier. C'est leur présidence. J'ai choisi de commencer ce tour de France par Orléans parce que c'est le centre de la France et parce que dans cette partie du pays, les habitants sont très impliqués dans la solidarité internationale, comme le prouve l'action admirable de nombreuses associations qui travaillent sur l'international, dans l'humanitaire et en rapport avec les droits de l'homme. D'ailleurs, j'en rencontrerai sur le thème de la sécurité alimentaire.

N'est-ce pas de la gestification des lors que cette crise des denrées alimentaires est due pour l'essentiel à la spéculation financière ?

Il ne faudrait rien faire et laisser les gens mourir de faim... ? Lorsque la France double son aide alimentaire en la faisant passer de 30 à 60 millions d'euros, et lorsqu'au niveau européen on débloque 160 millions pour pallier l'urgence, ce n'est pas de la gestification. Ce sont des réponses concrètes à des situations d'urgence, mais il ne faut pas s'arrêter là. Sur cinq ans, la France va

donner un milliard pour relancer l'agriculture vivrière africaine qui a été quelque peu abandonnée. À plusieurs reprises la FAO (fonds mondial contre la faim) a tiré le signal d'alarme. C'était l'objet de la réunion du 3 juin à Rome où le président de la République a annoncé un partenariat mondial pour l'agriculture.

Vous rentrez du Kivu (en République démocratique du Congo), on dit que vous avez été particulièrement choquée par les témoignages que vous y avez recueillis...

Il est des moments fondateurs dans la vie, qui vous déterminent pour la suite. Ce que j'ai vu et entendu, je n'imaginai pas que cela puisse exister à ce point d'horreur. 200.000 femmes sont violées en RDC. Des groupes armés implantés dans la forêt attaquent des villages et font des femmes des esclaves sexuelles, parfois des petit-

tes de 3 ans jusqu'à des vieilles femmes de 70 ans ! Dans des entretiens privés, elles m'ont raconté l'enfer de ce qu'elles ont vécu avec des enfants nés de viols, que je tenais dans mes bras... À cela s'ajoute le sida qui ravage tout sur son passage, met ces femmes au ban de la société et détruit les communautés. Ce qui se passe au Kivu est un désastre humanitaire sans nom. La semaine prochaine, je serai à New York pour participer à une réunion organisée par Condoleezza Rice sur les violences faites aux femmes. J'avais prévu un discours classique. Mais comment l'être après ce que j'ai vu ? Cela fait dix ans que le deuxième plus grand pays d'Afrique a été en guerre. Il est temps de tout faire pour démanteler les groupes armés.

« Le Monde » a parlé du sort scandaleux fait aux ouvriers agricoles des bananeraies. Com-

ment faire comprendre aux consommateurs d'ici que le prix bas de certains produits est dû aux conditions de travail là-bas ?

Il faut informer les consommateurs sur la responsabilité sociale de l'entreprise. C'est l'implication des multinationales dans tout ce qui relève de l'éthique. Les consommateurs occidentaux ne veulent pas seulement acheter moins cher, ils veulent savoir comment le produit a été fabriqué.

Propos recueillis par Christian Bidault.

/// Je vais raconter l'horreur, avec des noms, des visages "

Avec Carla Bruni... ?

Dans le sillage de Bernard Kouchner, Rama Yade est-elle la caution humanitaire de la politique extérieure française ? À plusieurs occasions - Khadafi, la Tunisie - la secrétaire d'État a fait entendre sa différence. Elle sait aussi rester diplomate quand on lui demande, par exemple : **« La première dame de France doit-elle avoir un rôle sur les droits de l'homme et l'humanitaire ? »** « Elle a une sensibilité forte sur la question des droits de l'homme et s'était déjà impliquée dans des causes humanitaires », répond Rama Yade. **« Je serais très heureuse si je pouvais l'accompagner dans sa démarche, mais aussi bénéficier de son expérience en la matière. Elle réfléchit à la manière de s'impliquer sur ces questions. »**



Mercredi dernier, Rama Yade était en RDC (ex-Zaïre) dans un centre d'éducation pour jeunes, dans le Kivu.